

IA : Draghi en rêve, Macron en parle, Trump la fait

ÉDITO. Le président américain pousse au maximum le soutien à l'innovation technologique, tandis que l'essor de l'Europe est freiné par son obsession d'une régulation de l'IA.

Par [Nicolas Baverez](#)

Publié le 30/01/2025 à 08h00

Donald Trump le 20 janvier 2025, le jour de son investiture. Il veut être à l'origine d'un « nouvel âge d'or américain ». © Melina Mara / Pool / via REUTERS

L'[intelligence artificielle \(IA\) constitue la troisième révolution de l'ère informatique](#), après l'ordinateur et Internet. Contrairement au métavers, objet marketing aussi coûteux qu'inutile, elle dessine, avec la conquête de l'espace, la [frontière technologique du XXI^e siècle](#). Elle constitue l'innovation de rupture par excellence parce qu'elle bouleverse l'acquisition des connaissances, la vie personnelle, tous les secteurs d'activité et les multiples facettes de l'action publique.

L'année [2024 fut celle de la percée de l'IA, dont le déploiement a été fulgurant](#). Elle a puissamment contribué au redressement de la productivité aux États-Unis, qui progresse de 2,5 % par an, bouleversant l'organisation du travail, y compris dans les services. En outre, l'IA a joué un rôle décisif dans des opérations militaires en Ukraine ou au Moyen-Orient. Elle pourrait compter plus d'un demi-milliard d'utilisateurs dès 2027 et générer un chiffre d'affaires de 15 700 milliards de dollars d'ici à 2030.

Du fait de ses enjeux, l'intelligence artificielle fait l'objet d'une concurrence féroce entre une douzaine de grands acteurs mondiaux, principalement américains, comme OpenAI avec ChatGPT, Anthropic avec Claude, xAI avec Grok, ou Google avec Gemini. Elle est surtout le théâtre d'une guerre technologique totale entre les États-Unis et la Chine qui, en dépit du retard pris à la suite de l'embargo sur les puces de dernière génération, a vu [DeepSeek](#) mettre en service une troisième version de son modèle d'IA générative, dont les performances rivalisent avec ChatGPT pour des coûts de développement inférieurs de 93 % à ceux d'OpenAI.

Une nouvelle ère technologique nécessaire à l'âge d'or américain rêvé par Trump

Donald Trump, [dans son intervention au sommet de Davos le 23 janvier](#), a fait de l'IA, aux côtés de la [guerre commerciale](#) et de la [conquête de Mars](#), l'un des piliers de la [réaffirmation du leadership mondial des États-Unis face à la Chine](#). Ses déclarations s'appuient sur la présentation, deux jours plus tôt, du [projet Stargate, porté par OpenAI, SoftBank, Oracle et MGX](#), qui entend déployer 500 milliards d'investissements d'ici à 2029 dans l'infrastructure de l'IA. Son objectif porte sur la construction d'une vingtaine de data centers d'un demi-million de mètres carrés et sur la sécurisation de leur approvisionnement en énergie et en eau, afin d'accompagner la montée en puissance des supercalculateurs. Stargate entend ainsi démultiplier les investissements des Gafam dans les data centers, qui ont atteint 180 milliards de dollars aux États-Unis en 2024.

L'IA se situe au cœur de la stratégie de Donald Trump. Elle ouvre une nouvelle ère technologique, au croisement du démantèlement du Green New Deal de Joe Biden, de la déréglementation afin de supprimer toute limite à l'IA générative, de la hausse de la production d'énergie fossile pour répondre rapidement à l'énorme demande d'électricité des data centers.

Elle est indispensable à la réussite de sa politique économique, car seule à même de réaliser les gains de productivité permettant d'éviter une crise majeure en raison des paris contradictoires effectués sur le protectionnisme, la répression de l'immigration, la lutte contre l'inflation, l'augmentation de l'investissement privé et des déficits publics tout en réduisant les taux d'intérêt, la déréglementation massive et la sécurité. Elle est la clé pour donner de la crédibilité à la promesse d'un [nouvel âge d'or pour l'Amérique](#) comme à l'ambition de réformer radicalement l'État.

L'Europe face à son actuelle impossible compétitivité

Avec Donald Trump, les [États-Unis entendent asseoir leur avance](#) et conforter à tout prix leur hégémonie sur l'IA, sans se préoccuper des risques qu'elle comporte pour le climat, la sécurité et la démocratie. La Chine de Xi Jinping partage ce mépris pour l'éthique, notamment pour ce qui concerne l'utilisation des données personnelles. Elle a doublé sa capacité de calcul en deux ans, mais demeure handicapée par l'embargo décrété par les États-Unis sur les puces et toutes les technologies liées à l'IA.

L'Europe, pour sa part, se trouve dans une impasse avec la prétention d'élaborer une régulation de l'IA à vocation universelle, tout en étant coupée des acteurs du numérique et de l'innovation. L'[Union a construit une réglementation tentaculaire](#) autour du DMA, du DSA et de l'IA Act qui doit entrer en vigueur en 2025, tout en ne prévoyant de n'investir que 2,1 milliards d'euros entre 2021 et 2027 dans l'IA, et ce alors que les investissements privés plafonnent autour de 9 milliards d'euros.

Cette stratégie est mort-née, comme l'a souligné [Mario Draghi dans son rapport sur la compétitivité](#). D'un côté, les Gafam n'appliqueront pas plus l'IA Act que les banques américaines ne se conforment à Bâle III. De l'autre, les 13 000 textes créés par l'Union depuis 2019 – contre 2 000 par le Congrès des États-Unis – tuent l'innovation et donc l'IA européenne.

À quand une IA européenne ?

Ainsi, les [États-Unis font la course à l'innovation](#), la Chine à l'imitation, l'[Europe à la régulation](#) et la France aux conchaves. Notre pays, avec l'aide de l'Inde, s'apprête ainsi à réunir les 10 et 11 février un sommet dédié à l'IA au service de l'intérêt général, de la culture et de la gouvernance mondiale, qui ne traitera ni de la concentration de ses acteurs, ni des équipements, ni des besoins en énergie et en eau, ni du financement.

La vision d'une troisième voie de l'IA ouverte, frugale, inclusive et encadrée par l'État, comme le projet d'en confier le pilotage à une institution spécialisée de l'ONU sont déconnectés des réalités technologiques et géopolitiques, au moment où s'affirme le primat de la force sur le droit. L'IA administrée comme la création d'une SDN numérique vouée à l'impuissance par l'absence des États-Unis et de la Chine sont des chimères promises à un cinglant échec.

La France et l'Europe disposent de tous les atouts pour s'imposer dans l'IA : les cerveaux, les entrepreneurs, les capitaux. Mais elles ont [choisi de les annihiler pour les mettre au service des États-Unis](#). L'IA est ainsi [emblématique de leur choix de la décroissance](#), de la paupérisation et de la perte de souveraineté alors qu'elle devrait être un levier décisif pour leur redressement.

Le plan d'action pour développer une IA européenne est connu : achèvement du marché unique ; alignement des politiques de l'industrie et de la concurrence ; effort d'investissement de 5 % du PIB par an par la mobilisation des financements privés ; recours massif au nucléaire pour produire une électricité décarbonée, stable et pilotable ; démantèlement du carcan réglementaire et fiscal en révisant drastiquement le Green Deal.

Mais les [politiques conduites vont exactement à l'inverse](#). Utilisons donc l'IA comme le laboratoire de la reprise en main par la France et l'Europe de leur destin. Cessons de prétendre réguler sans agir ni produire. Renouons avec la connaissance, l'investissement, le risque et l'innovation, qui sont autant de vecteurs d'optimisme et de progrès.